

TOCQUEVILLE MAGAZINE
HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 621 23 juin 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

**LE 22 JUIN ETAIT LA FETE DE SAINT JOHN FISHER ; IL
ETAIT L'AMI DE THOMAS MORE. TOUS DEUX FURENT
DECAPITES PAR HENRI VIII POUR S'ETRE OPPOSE A LUI.**

EDITO

L'USINE A GAZ UNIVERSELLE

L'usine à gaz universelle de cesse de s'étendre comme une marée noire sur toute l'économie française. Il en est ainsi dans le domaine du tourisme comme ailleurs. Les résidences touristiques vont pouvoir bénéficier d'un avantage fiscal comparable à celui qui a été mis en place par le dispositif Scellier pour les logements neufs.

C'est un député qui a fait voter un amendement dans la loi de finances rectificative pour 2009 en faveur de ces résidences de tourisme mais aussi les résidences services pour étudiants ou personnes âgées. Bien entendu le dispositif meurtrier est ponctué de conditions, de seuils et de chiffres.

Tout cela ne serait absolument pas nécessaire si on laissait la liberté du marché régner à la fois dans les opérations touristiques et dans les résidences diverses pour personnes quelles que soient leurs catégories.

Madame Laurence Parisot se met souvent de la partie pour perfectionner cette usine à gaz universelle. C'est ce qu'elle vient de faire, dans un autre domaine, en prenant la parole au congrès des PME. Elle a proposé une giclée de mesures fiscales ou réglementaires pour aider les PME. Comment se fait-il que la patronne des patrons ne sache pas que seule la liberté intéresse entrepreneurs et pas des mesures diverses variées et contradictoires ?

Sa notoriété lui permettrait de casser le système et elle ne le fait pas. Est-elle complice volontaire ou ignorante de la paupérisation du pays ? Elle est peut-être les deux à la fois.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

OBAMA LE MUSULMAN

Personne ne sait, évidemment, si Barack Hussein OBAMA est encore musulman ou s'il est devenu chrétien. Quoi qu'il en soit il vient de déclarer au Caire : « C'est l'islam qui a brandi le flambeau du savoir pendant de nombreux siècles et ouvert la voie à la renaissance et au siècle des lumières en Europe ».

Ce Monsieur ne connaît pas la véritable histoire de l'Europe. Sylvain Gouguenheim vient de démontrer dans un livre célèbre la continuité des racines grecques dans l'Europe chrétienne et sans intervention de l'islam. Il est vrai bien entendu que de ce fait il est très mal vu par les chevaliers de la pensée unique totalitaire (PUT) et que son livre est l'objet de compte-rendus négatifs

LE COMPTAGE DES OISEAUX

Dans l'état de ruine et de paupérisation avancée dans laquelle se trouve la France il se trouve des personnes qui sont payées pour compter les oiseaux. C'est ce qui permet à un grand journal quotidien d'indiquer que le déclin des oiseaux se poursuit en France. Pour ce comptage impossible il existe des organismes qui pilotent un programme de comptage des oiseaux communs en France ; évidemment pour corser une cette vraie catastrophe l'on nous propose une foule de statistiques et de courbes très savantes montrant que le déclin se poursuit. Or la réalité est qu'il est impossible de savoir combien il y a d'oiseaux et, même, combien il existe d'espèces d'oiseaux.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

CONGRES DE VERSAILLES

Décidément, la lecture du Figaro est passionnante. Dans son édition de ce jour, des coûts sont indiqués pour le Congrès de Versailles. En faisant une moyenne dans la fourchette basse, on peut raisonnablement retenir la somme de 450 000 euros. Pour un discours de 45 minutes, cela met la minute d'intervention (hyper)présidentielle à 10 000 euros, soit un coût horaire de 600 000 euros...

Qui dit mieux ?

On se souvient que Nicolas Sarkozy n'avait pas eu de mots assez durs pour fustiger les salaires des patrons voyous dont les entreprises étaient en difficulté. Il ne faudra pas qu'il s'étonne qu'on puisse, un jour, lui retourner le compliment au sujet de l'entreprise France !

Francis DEMAY

QUELQUES REMARQUES SUR VOTRE TEXTE

HOME

Monsieur,

D'abord merci pour ce texte critique qui remet à leur place certaines "certitudes" infondées de notre époque, concernant le changement climatique.

Cependant, j'ajouterais que Mr Pinault n'est pas seul à soutenir la presse en France. La famille Rothschild par ex. soutient depuis longtemps le journal "Libé" (qui n'est pas précisément de droite...), et vient même d'augmenter son financement.

Concernant "l'art dit contemporain", attention aux généralisations et aux jugements à l'emporte-pièce. Je suis moi-même artiste plasticienne, dans "l'art contemporain" évidemment (comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement ?), et dans mon milieu professionnel en Allemagne, je ne connais que des collègues sincères et honnêtes, qui aiment l'Art avant tout, qu'il soit contemporain ou pas. Qu'il y ait des abus, des excès, des scandales, dans ce domaine comme dans d'autres, est une réalité que tous les artistes dits « contemporains » connaissent, mais ne cautionnent pas dans leur grande majorité. La plupart les dénoncent même, car on peut être artiste sans forcément se plier aux lois du Marché ou aux caprices (souvent pervers) des grands collectionneurs = Ces milliardaires qui décident de l'orientation de la « Culture » et la financent selon leurs goûts (comme le faisaient les "Princes" d'hier...). Il convient donc de relativiser les critiques actuelles, justifiées, sur CERTAINES FORMES de l'art contemporain, afin de ne pas discriminer et discréditer l'ensemble de ceux qui, parmi les artistes ou galiéristes, font tout simplement leur travail. L'essentiel restant le désir de comprendre par le dialogue...

Sur votre recommandation de NE PAS ALLER VOIR le film "Home": Je ne peux personnellement pas vous suivre sur ce terrain. Je pense au contraire qu'il est nécessaire de voir les œuvres qui nous paraissent discutables, afin de mieux pouvoir les critiquer.

Ce n'est pas s'en faire le complice !

C'est au contraire garder sa lucidité et aider à développer un sens critique qui manque si cruellement dans notre société conformiste et blasée...

Bien cordialement,

Nicole Guiraud
artiste plasticienne
Francfort-sur-Main (Allemagne)

HOME ENCORE

Cher ami en Jésus,

Merci pour ce nouveau "Flash" qui tombe à point, face au "cinéma" de "Home" ! Comme nous le savons globalement, la démarche "écologique" sent à plein nez la manipulation à l'échelle planétaire, mais comme disait Göering, "Plus c'est gros, mieux ça passe"... Vous donnez des précisions sur la position réelle de bien des scientifiques qui est, soit cachée, soit dénigrée par les médias. Vous connaissez sans doute le livre de Pascal Bernardin "L'Empire écologique", livre qui dénonce magistralement la subversion qui est à l'œuvre. Ah ! quel travail dans ce domaine aussi, face à la comédie du "Grenelle de l'environnement", qui devrait rappeler au moins aux "anciens", que ce type de colloque est né en mai 1968, pour "résoudre" les causes de la Révolution d'alors. Cela devrait suffire à situer le niveau et la

valeur réelle de ce rassemblement "des bonnes volontés" !

Bien amicalement à vous

Alexandre

HOME TOUJOURS

Bonjour,

L' "art contemporain" ne constitue pas le sujet majeur du document de Michel de Poncins, où il occupe moins d'une ligne.

M de Poncins faisait sans doute allusion à la véritable provocation à laquelle a participé Pinault, commanditaire des "oeuvres" de Koons qui ont souillé le château de Versailles pendant plusieurs semaines, avec la connivence de notre ministre de la "culture". Il y a d'autres exemples...

Merci en tout cas pour votre réaction!

Bien cordialement,

AK

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 22 JUIN 2009

SARKO LE SOCIALISTE

Les récentes élections européennes sont fort instructives car elles démontrent le désordre croissant des esprits, beaucoup de personnes se trouvant en porte-à-faux.

L'interprétation générale de la presse est que l'UMP, parti généralement et abusivement considéré comme de droite, aurait gagné et que le P.S. aurait perdu. Et les médias de s'évertuer à comprendre pourquoi les socialistes seraient en déclin et auraient du mal à proposer un programme. Or, si le parti socialiste n'a rien à dire et à reprocher de fondamental à Sarkozy, c'est que ce dernier mène depuis deux ans une politique ouvertement et franchement socialiste, comme je l'ai souvent montré : sous son règne, les progrès du socialisme ont été considérables et la crise ou prétendue telle a ouvert un boulevard dans ce sens. Ségolène n'aurait pas fait pire, même si cela eut été avec des méthodes différentes. Le même Sarkozy a pris la précaution d'embarquer dans son gouvernement une kyrielle de socialistes renommés : s'il était un homme de droite, il n'aurait jamais accepté d'avoir autour de la table des ennemis idéologiques capables et désireux de torpiller toute réforme libératrice comme il avait le devoir de le faire, ce qu'il n'a précisément pas fait.

Certes il a le talent nécessaire pour faire de grimaçants clins d'œil à droite surtout en période électorale ; c'est frappant dans le domaine de la sécurité où ses mâles paroles ne sont suivies d'aucun effet, car il joue sans cesse comme je l'ai dit au « matamore couché ».

La lecture des événements est toujours difficile le prisme de la presse les déformant sans cesse : pour cette presse, le président est catalogué définitivement comme un homme de droite, alors qu'il a passé toute sa vie gouvernementale à courir vers une politique de

gauche. C'est pourquoi des observateurs inattentifs peuvent apparemment se réjouir d'une réalité qui est le contraire de ce qu'ils espèrent.

D'autres aspects de ces élections méritent de l'attention et c'est le cas, en particulier, de la victoire de Cohn Bendit ; passons sur l'aspect odieux de cette victoire étant donné le passé scandaleux de ce personnage. Mais il est un point important : c'est clairement une victoire des écolos. Ces gens ont fait une sorte d'OPA sur l'amour de la nature en se prétendant les quasi propriétaires d'un sentiment universellement répandu ; sur cette base et avec des talents incontestés de communication, ils exercent dans le monde entier un pouvoir insensé qu'ils utilisent largement à leur propre profit.

Il n'en faut pas plus pour que le président français s'engouffre avec allégresse dans la fabuleuse machination avec cette nouvelle occasion de sacrifier à ce qui est une sorte de nouvelle religion. Dans un récent flash je traitais de la double chimère du réchauffement climatique et de ses prétendus liens avec les activités humaines : nous y voici de plus en plus.

La plus récente manifestation est l'objectif complètement fou annoncé à grand fracas dans la presse de la création d'une organisation mondiale de l'environnement. Monsieur Sarkozy en fait maintenant un cheval de bataille à l'international : « lorsque nous serons parvenus à Copenhague, à un accord ambitieux sur le climat, il faudra que soit créée une véritable organisation mondiale de l'environnement en mesure de faire appliquer les engagements qui ont été pris ». Il serait même possible, suivant certaines rumeurs, que l'organisation mondiale de l'environnement soit indépendante de l'ONU ; la dictature mondialiste deviendrait une hydre à deux têtes en attendant mieux.

Il s'ajouterait en outre un objectif nouveau et insensé, à savoir lutter contre le « dumping environnemental ». Le nouvel organisme avec des objectifs ambitieux aurait donc à lutter carrément contre le soleil et les forces de la nature telle qu'elles existent depuis des siècles et gare à ceux qui seraient censés ne pas lutter de la même façon que d'autres !

Toute action publique s'accompagne de la création de nouveaux impôts. C'est la raison pour laquelle Sarkozy propose la création d'une taxe carbone qui serait chargée si l'on comprend bien de taxer les produits ou les pratiques qui créent du CO2 alors que la preuve existe que le CO2 n'a aucun rapport avec un prétendu réchauffement climatique. Egalement il est question de nouvelles taxes « climat » sans d'autres précisions. Elles s'ajouteraient à une batterie déjà respectable d'environ 15 taxes environnementales en France.

Dans ce contexte pour accroître la confusion et faute de faire des réformes urgentes le pouvoir se concentre sur l'élection de 2012. Les électeurs de droite de toutes tendances sont prêts à se laisser à nouveau piéger par Sarkozy.

Pour bien montrer où va son cœur, il vient de nommer Philippe Val directeur de France inter. C'est un homme d'extrême gauche ancien directeur de Charlie-hebdo journal généralement ordurier et destructeur de toutes les valeurs de notre civilisation.

Créer des organismes nouveaux, taxer davantage, ce sont des pratiques typiquement socialistes conduisant à des limitations de plus en plus grandes de la liberté et déclenchant l'effet de ruine. Elles reposent sur de multiples mensonges.

C'est pour cela que les combats pour la liberté sont aussi des combats pour la vérité.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

REVUE DE PRESSE

PRIME A LA CASSE

La presse se réjouit de ce que la prime à la casse ait conduit à la vente de 175000 voitures et elle a grand tort. Il en résulte, certes, un redémarrage modéré de la vente de voitures neuves ; cependant, le tout est, évidemment, une imposture : personne ne parle des chômeurs qui le sont à cause des impôts nécessaires pour payer la prime. En revanche tout

le monde s'inquiète à juste titre de la disparition prochaine de la prime qui va faire retomber ses effets avec des contrecoups fâcheux.

De ce fait les imaginations travaillent pour bâtir une sortie en douceur genre usine à gaz.

Les expériences douloureuses de la jupette et de la balladurette avaient montré les limites habituelles de toute intervention dirigiste dans des problèmes qui ne peuvent se résoudre que par les marchés.

LES BANDES

Bien entendu les médias se préoccupent du phénomène de ces bandes ethniques qui se battent ouvertement dans la rue et répandent la terreur autour d'elles. Les pouvoirs publics se gardent d'énoncer que c'est un fruit malheureux de l'immigration sauvage. Ils se préparent donc à faire voter une nouvelle loi sur la sécurité.

Ils ne disent pas que ce serait la 24e loi sur la sécurité depuis 2002. Nous ne cessons d'affirmer que ce n'est pas l'abondance des lois qui résout les problèmes mais l'application d'un tout petit nombre de lois nécessaires.

OMAR BONGO

Quand on voit la brochette d'hommes politiques qui se déplacent au Gabon à l'occasion des obsèques d'Omar Bongo, on peut sérieusement s'interroger sur notre politique africaine depuis 50 ans : qui doit le plus au défunt président ?

Pour reprendre une plaisanterie qui avait eu cours au 35ème Régiment d'Artillerie Parachutiste, alors que le tout jeune président gabonais nous faisait l'honneur d'une visite en 1969 (il avait fallu, en catastrophe, désigner d'office 4 récipiendaires pour être fait Chevalier de l'Ordre National du Mérite gabonais) : " Il n'y a plus de Gabonnais au numéro que vous avez demandé ! "

J'espère qu'il n'y a plus du tout d'abonnés au financement de la politique française en Afrique... mais je n'en suis pas sûr !

Francis DEMAY

BREVES ET LONGUES

LES CFD

Ces initiales désignent des produits financiers a très haut risque qui sont arrivés en France il y a un an et demi. Ce sont des produits extrêmement dangereux et l'Autorité des marchés financiers (AMF) a attiré l'attention des les investisseurs sur les risques qu'il comportent. Ils promettent, en effet, le tout et son contraire ce qui est sur le plan financier absolument impossible et en plus font un usage tout à fait immodéré de l'effet de levier dont le danger est immense car il se transforme très vite en effet de massue. Ces CFD sont comparables aux produits structurés, que nous avons déjà dénoncés et, d'ailleurs, ont conduit la Société Générale à ses déboires.

LA SECURITE SOCIALE PEUT TUER

La sécurité sociale française, familièrement dénommée « sécu », est la plus grande escroquerie du XXe siècle. Elle a joué un rôle majeur dans le déclin historique de l'économie française en stérilisant l'épargne par l'obligation que les citoyens avaient de garnir ses caisses. Dès son début, après la dernière grande guerre mondiale, elle a commencé à accumuler ses déficits et cela ne s'est jamais arrêté.

C'est la pérennité du fameux trou de la sécu.

Comme elle n'est pas gérée avec des contrats, des contrôles et des objectifs chiffrés, les déficits continueront indéfiniment. C'est une sorte de grand réservoir dans lequel des esclaves assujettis sont contraints de verser des sommes immenses ; l'argent sort du réservoir selon le bon plaisir momentané des politiques avec en plus de formidables dérivations vers de solides intérêts privés comme ceux des syndicats.

Cela n'empêche pas un grand quotidien le Figaro de titrer : « la baisse des déficits attendra la reprise ». C'est l'espoir fou que, si la croissance reprend, le déficit pourrait finalement être couvert. Tout le monde sait que c'est impossible et, encore plus, les syndicats qui sont embusqués pour tirer profit de la situation.

Ce que les personnes ignorent est que la sécu tue ses esclaves. Tel est l'exemple des IRM et d'autres techniques modernes. La France est le pays développé où la proportion est la plus faible : elle ne compte que 7,8 IRM par million d'habitant. La seule raison est le prix de ces appareils et le trou de la sécu interdit de les acheter : il y a rationnement des IRM. Il faut, souvent, plus d'un mois pour bénéficier d'un IRM.

Il est évident que dans beaucoup de situations médicales l'impossibilité d'avoir droit à un IRM ou un simple retard peut conduire à l'irréversible.

LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

Comme toute politique économique qu'elle soit nationale ou internationale la politique agricole commune conduit à une véritable catastrophe. Elle revient en effet à distribuer l'essentiel des subventions à des personnes extrêmement riches en particulier les céréaliers et parallèlement elle assassine l'agriculture par les impôts rendus nécessaires du fait de son existence même.

Maintenant l'on songe à orienter davantage de subventions vers les éleveurs ; où les versera-t-on demain ? Les langues commencent à se délier car dans certains journaux l'on dit carrément que si l'on économisait toutes ces subventions l'on rendrait la liberté aux petits agriculteurs que précisément elles écrasent.

Le vrai problème réside dans les fonctionnaires et les paras fonctionnaires qui grouillent comme des requins sur le problème et qui, évidemment, ne verraient pas disparaître avec plaisir la politique agricole commune qui est leur terrain de chasse quotidien.

Le PIB est un indicateur universellement reconnu pour comparer les performances économiques de divers pays. En fait est un indicateur troué. D'abord les divers Etats font bouger sans cesse la définition suivant leur humeur et l'intérêt des politiciens au pouvoir.

Mais pour Sarkozy il faut aller encore plus loin dans l'incertitude. En effet il veut casser ce thermomètre pour trouver d'autres critères comme par exemple le bien-être ou les inégalités et aussi de la préservation de l'environnement.

Ce serait, en somme, une sorte d'indice du bonheur et il nous arrache des impôts pour cette vraie chimère.

Le bien serait seulement que Monsieur Sarkozy ne s'occupe pas du tout de l'économie.

IRAN-FRANCE

Plusieurs comparaisons démontrent une certaine similitude entre la situation de la France et celle de l'Iran. Le trafic des élections qui semble se produire en Iran se produit largement en France depuis longtemps.

Il en est une autre qui est moins connue, à savoir l'absorption de la richesse nationale par les dirigeants. C'est ce que nous appelons en France : « la République Fromagère ».

Les gardiens de la révolution ou Pasdarans en Iran ont une foule de combines pour capter la richesse nationale. Cela se passe en particulier par des fondations qui sont propriétaires d'entreprises, d'hôtels et de sociétés privées. Elles ont un accès privilégié aux devises pour les quotas d'importation. Bien entendu les gardiens de la révolution se réservent des places prestigieuses et lucratives dans tout cet édifice qui englobe environ 30 % de l'économie nationale.

LA POSTE

La poste va devenir une société anonyme, ce qui facilitera certaines évolutions en particulier dans la recherche des capitaux absolument nécessaires pour la moderniser.

À cette occasion se réveille la vieille querelle du service public ou non.

Évidemment le gouvernement jure ses grands dieux que le service public ne sera pas abandonné et les syndicats protestent violemment contre l'abandon éventuel de la notion de service public.

L'on est obligé de rappeler qu'il n'y a pas de service public nulle part et, ceci, en droite raison. Chaque service que nous rend la poste est un service purement privé et pas du tout un service public. Si c'était pas le cas il faudrait nationaliser toutes les boulangeries car le pain est un bien de première nécessité qui pourrait être considérée comme un service public.

Si la poste est considérée comme un service purement privé elle trouvera des solutions donnant satisfaction à toute sa clientèle y compris les solutions de remplacement pour fermer et les bureaux inutiles ou trop coûteux. Cela se pratique à la satisfaction générale dans beaucoup de pays.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

L'impasse

La politique est ainsi faite que pour accéder aux plus hautes responsabilités, il faut savoir rassembler sa famille politique. C'est un véritable défi car le plus souvent, il existe des courants dans son propre parti et plusieurs partis se disputent le leadership de la même famille politique. Mais les querelles de famille sont les plus destructrices. Quand on rassemble, on prend le risque de trahir la pureté idéologique dont se réclament tous ceux qui s'engagent en politique. A gauche comme à droite, les alliances avec les uns feront hurler les autres. Et pourtant, il n'y a pas d'autres choix. Mitterrand a su rassembler la gauche autour d'un programme commun en 1981, ce qui lui a permis de devenir président alors que la droite était majoritaire (mais divisée) dans le pays. Il a conservé ce pouvoir en

s'appuyant sur le front national qui a longtemps divisé la droite française. Jospin, avec la gauche plurielle, a tenté en vain de rééditer cet exploit. Depuis, la gauche n'en finit plus de se sombrer dans ses divisions et ses contradictions. La droite française a longtemps souffert de pareilles divisions, notamment de l'affrontement entre Giscard d'Estaing et Chirac. Il a fallu en finir avec le R.P.R pour pouvoir recomposer le paysage politique à droite.

Même si le taux d'abstention record nous invite à réfléchir sur le sens des élections européennes, il n'empêche personne de constater la bérézina socialiste et communiste. D'ailleurs, rien n'empêche les gens d'aller voter. Dans un pays libre, voter est d'abord un droit et non pas encore un devoir. Et cette abstention record n'est pas dénuée de sens politique. Tous les candidats en effet n'ont cessé de vouloir faire le bonheur des gens malgré eux, d'utiliser l'Europe pour les protéger, pour améliorer leur vie...etc. Or, ce discours ne convainc pas la majorité des électeurs qui ne croient sans doute pas que les hommes et femmes politiques aient tant de pouvoirs. Serait-il souhaitable d'ailleurs qu'ils aient tant de pouvoir ?

Les français savent hélas que les gouvernements se succèdent mais les déficits publics et sociaux s'accroissent en une dette devenue problématique [1]. Derrière les chiffres, il y a des comportements, des décisions et des non-décisions (un déséquilibre persistant traduit une incapacité à prendre une décision pouvant conduire à rétablir l'équilibre). Pourquoi la dette publique s'envole dans nos sociétés modernes : car ce que l'on ne veut pas faire soi-même, on cherche à le faire faire par les autres. Cette posture – ou plutôt imposture – se traduit aussi par le culte bien français du service public illimité : les autres doivent s'occuper de moi gratuitement. On doit me fournir la santé, l'éducation, le bonheur, les loisirs, gratuitement...et moi qu'est-ce que je fournis en échange ? Rien pensez-vous, la santé est un droit, l'éducation est un droit, le bus devrait être gratuit, et la culture aussi... Mais la nourriture est essentielle à la vie car, avant d'avoir la santé, il faut déjà avoir la vie. On devrait distribuer la nourriture gratuitement et interdire ces maudites grandes surfaces qui font des marges indues... Mais qui paient les médecins, la recherche pharmaceutique, les professeurs... La réponse est : l'Etat. Mais l'Etat, comme l'enfer chez Sartre, c'est les autres. Tout attendre des autres et ne rien donner soi-même, n'est-ce pas là la plus juste définition de l'égoïsme ? On ne peut pas dans le même temps faire mine d'être choqué par le téléchargement illégal qui priverait les artistes de revenus mérités tout en généralisant par ailleurs le principe de gratuité qui prend des faux airs de solidarité. Quand le consommateur paie pour un bien ou un service, il fabrique dans le même le revenu de ceux qui fournissent ces biens et services.

Tout attendre des autres est une impasse car les « autres » dont il est question ne sont pas d'accords puisqu'ils poursuivent le même objectif, étant conditionnés par les mêmes incitations. Depuis plus de trente ans, on se camoufle la facture (inflation, prélèvements à la source) tout en reportant la charge sur ceux qui ne sont pas encore nés (il est bien connu qu'ils n'ont pas leur mot à dire) dans la mesure où la dette publique, ce sont les impôts de demain. Dans les deux cas, c'est pourtant une impasse dont il faudra bien sortir.

[1] On prévoit cette année un déficit public record atteignant 6 % du PIB, le double de ce qu'autorisent les critères européens. De là à penser que ceux qui gèrent l'Etat ne croient pas non plus à l'Europe puisqu'ils n'en respectent pas les règles de vie commune...

Jean-Louis Caccomo,

Perpignan, le 16 juin 2009

<http://caccomo.blogspot.com/>

http://cozop.com/chroniques_en_liberte

DE FRANCOIS DE SIEBENTHAL

QUELLE DEMOCRATIE EN SUISSE ET EN IRAN ?



Matériel suffisant pour voir à travers les enveloppes suisses de vote par correspondance.

Lampe expressivo à moins de SFR 8.-, ampoule comprise

Ampoule halogène G4 12V 20W, sic 12 volts et vingt watts...

Il suffit de presser l'enveloppe contre la vitre chaude de la lampe et de voir par la transparence ainsi obtenue...la croix du non près du carré noir permettant de mieux viser les votes

Près de 100'000 enveloppes prêtes et imprimées pour bourrer les urnes, seulement dans le canton de Vaud !

En Suisse, aucun canton n'a accepté de recompter quelques votes, même par sondages, malgré près de 500 recours de citoyens inquiets dans tous les cantons...

En Iran, ils ont accepté de recompter près de 10 % des votes, au choix des opposants...

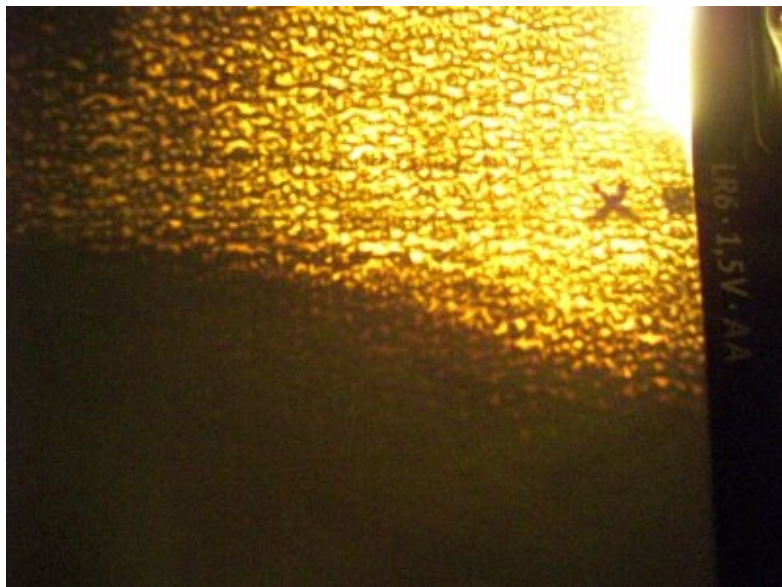
[RECOURS FINAL AU TRIBUNAL FEDERAL](#)



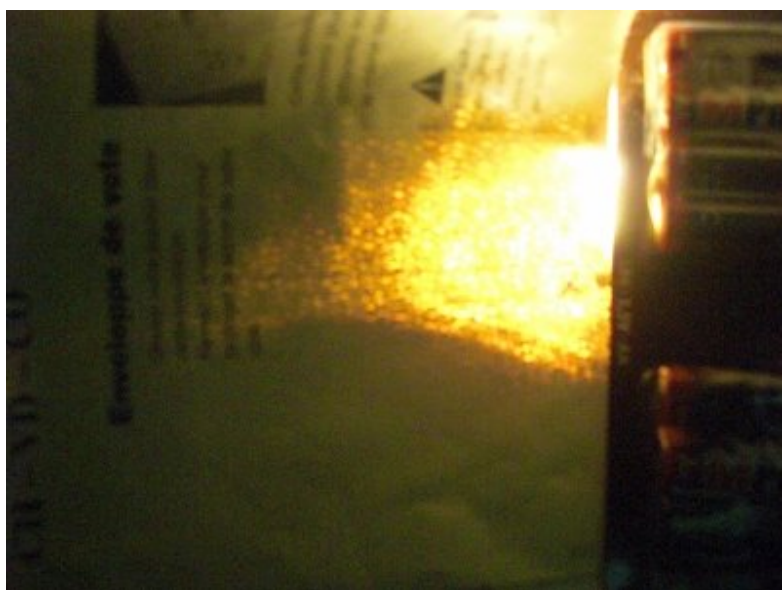
Le nom des partis et des candidats est très visible par transparence sous halogène à 20 Watts



Un vrai sceau et à côté, un sceau trafiqué sans les inscriptions officielles.
Vous pouvez cliquer sur cette image pour avoir plus de détails en macro.



Sous lampe halogène de 20 Watts (sic, vingt), la croix d'un NON très visible par transparence juste à côté du carré noir fait pour viser les nons...Le secret de vote est une mascarade.



On voit que c'est bien l'enveloppe jaune avec les inscriptions officielles écrites dessus (à gauche).

Chaque greffe municipal peut être équipé de telles lampes halogènes ou similaires. C'est la porte ouverte à des mesures de rétorsion contre les citoyens, à du mobbing, à des licenciements...

On peut aussi changer certaines enveloppes jaunes avec celles du matériel de réserve.

<http://www.ikea.com/ch/fr/catalog/products/90050463>

SERVICE PUBLIC

TEXTE DE PRESENTATION D'UN LIVRE DE FRANCOIS LEFORT

Le prétendu "service public" comme institution antidémocratique

Le mensonge central à propos des violences arbitraires qui imposent le prétendu "service public" est aussi le plus facile à démonter, c'est celui comme quoi celles-ci seraient une expression de la "démocratie".

Sous-tend cette imposture le mensonge premier du discours "citoyen", qui consiste à laisser entendre, en dépit de l'évidence (mais il suffit de n'être jamais démenti) que *le citoyen aurait plus de pouvoir en tant qu'électeur qu'en tant que vulgaire consommateur*. La vérité est évidemment inverse, et le marché libre est un million de fois plus démocratique que n'importe quel simulacre de "représentation".

Un mensonge secondaire est que le prétendu "service public" serait "égalitaire" alors que, par nature il n'est là que pour *instituer des castes de privilégiés*, sous le masque d'ersatz seulement singés sur les pratiques normales, privées et concurrentielles : c'est donc une imposture.

Enfin, le prétendu "service public" est contraire à la démocratie parce qu'il est par intention et par nature nature un *instrument de censure* : par intention parce que la violence du monopole et de l'impôt, qui le définissent, traduisent une volonté d'empêcher le citoyen d'exprimer sa rationalité par ses actes propres, comme l'illustre le monopole communiste de l'enseignement.

Par nature parce que l'existence d'une "fonction publique" habituée à s'imposer aux

autres par la force est en soi une sanie d'injustice et de corruption.

Références :

Roland Drago : [L'apparition de la notion de service public](#)

François Lefort : [Le prétendu "service public"](#)

Liberpédia : [L'Illusion fiscale](#)
